

**Discours-réponse du chef de l'Etat Faure Essozimna
Gnassingbé
aux vœux du Corps diplomatique**

Lomé, le 17 janvier 2017

Monsieur le Premier ministre,
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Mesdames et Messieurs les ministres,
Monsieur le Vice-doyen du Corps diplomatique,
Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs et Chefs de missions diplomatiques,
Monsieur le Nonce apostolique,
Mesdames et Messieurs les représentants des institutions et organisations
internationales,
Mesdames et Messieurs les Consuls,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un réel plaisir de vous accueillir ici en ce début d'année, suivant la pratique que nous cultivons de nous retrouver périodiquement en toute amitié pour partager nos vues sur la vie de nos nations et évoquer les perspectives de la marche du monde pour les mois qui viennent.

La solidarité, le respect mutuel et notre ferme détermination à agir ensemble pour la paix, le développement et le progrès- bref, pour un monde meilleur –sont le socle de la présente cérémonie.

Je voudrais me féliciter de cela et vous en remercier.

Comment ne pas être sensible aux mots aimables que vous venez d'avoir à mon endroit et à celui du gouvernement et du peuple togolais ?

C'est encore là une marque de l'amitié et des liens privilégiés qui unissent notre pays aux Etats, institutions et organisations que vous représentez.

Je voudrais à mon tour formuler pour vous-même, à vos familles et collaborateurs mes vœux de santé de paix profonde et de prospérité croissante pour l'année nouvelle.

Je vous prie instamment d'en être nos messagers auprès de vos souverains et Chefs d'Etat et auprès de vos dirigeants de vos institutions et organisations internationales respectives.

Puissions-nous en toute occasion trouver les ressorts nécessaires pour privilégier en Afrique et dans le monde des valeurs de fraternité et persévérer dans la recherche du mieux-être de nos populations par une démarche toujours concertée et constructive.

Je suis convaincu que c'est dans cet esprit que vous avez mené tout au long de l'année 2016 les différentes interventions de vos missions et représentations.

Je salue ici le dévouement et le professionnalisme que vous démontrez dans votre engagement auprès de la République togolaise.

Mesdames et Messieurs,

L'année écoulée fut, vous en êtes témoins, riches de défis et d'enjeux cruciaux. Nous devons rechercher des réponses aux préoccupations contemporaines et, dans le même temps, disposer dans l'intérêt des générations à venir et de la planète toute entière.

Vous avez eu l'amabilité, Monsieur le Vice-doyen du Corps diplomatique, de mentionner la réussite continentale qu'a constitué la tenue à Lomé de la Conférence de l'Union africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement.

Je vous sais gré de votre appréciation.

Cet événement fut un succès parce que son initiative a bénéficié d'un élan général et d'une mobilisation de tous.

Je tiens, au nom du peuple togolais, à vous réitérer mes remerciements pour vos contributions à ce résultat. Nous avons hautement apprécié le soutien et l'accompagnement des Etats amis et des institutions partenaires.

Je voudrais former le vœu que l'étape de la ratification soit à présent une priorité dans nos agendas législatifs nationaux. Nous avons, ensemble, donné en octobre dernier, un signal d'engagement et de volonté. Il doit maintenant se concrétiser rapidement par le dépôt des instruments requis.

Je souhaite, en particulier, que nous allions au-delà de la quinzaine de ratifications nécessaires à son entrée en vigueur prochaine.

Celle du Togo a été autorisée par le parlement. En s'inscrivant dans cette optique, nos représentations nationales confirment que la réponse la plus pertinente aux défis est une mise en commun résolue de nos efforts et de nos moyens.

La complémentarité entre le processus de Yaoundé et la Charte de Lomé sont, à l'heure actuelle, un atout de taille sur lequel, je vous convie tous à capitaliser afin d'offrir à notre continent, un socle de mécanismes et de réponses synergiques à cette problématique globale.

Je sais que les meilleures solutions que nous pouvons envisager sont d'abord endogènes, ce sont celles qui naissent de notre commune volonté de progresser et qui se nourrissent de nos réalités.

Pour répondre aux enjeux de l'heure et relever les défis qui se posent à elle, c'est en première ligne que l'Afrique doit se trouver.

Mesdames et Messieurs,

Les jours à venir seront déterminants pour le peuple frère de la Gambie. Face aux difficultés nées des élections présidentielles de décembre dernier, la CEDEAO a fait montre d'un engagement diplomatique salubre, conforté par une convergence de vues avec l'Union africaine et les Nations unies sur les pistes d'une sortie de crise qui tienne compte de la volonté populaire exprimée.

Ce faisant, notre organisation sous régionale confirme la capacité de nos Etats et de nos institutions à maintenir la stabilité et préserver les populations au moyen de la concertation et de la médiation.

Je forme le vœu que la paix prévale dans ce pays frère pour le bien commun.

Plus globalement, il est notable de relever que l'expérience de notre continent dans la conduite de processus électoraux apaisés va en se confortant. Sur les deux dernières années, quarante-six (46) scrutins se sont tenus, dont l'issue fut toujours porteuse de riches enseignements.

Dans la plupart des cas, un dénouement harmonieux est venu conclure cet exercice, gage de démocratie. Là où des insuffisances ont été relevées, la volonté d'ouvrir et de tenir un dialogue politique s'est exprimée, fondée sur notre attachement intrinsèque à la sauvegarde de la paix et à la protection de la vie de nos concitoyens.

Mon pays reconnaît et apprécie à sa juste valeur cette évolution qualitative.

Mesdames et Messieurs,

Si nous avons eu en 2016, plusieurs raisons de nous féliciter des avancées de nos Etats, il subsiste - hélas - de nombreux motifs de préoccupations quant à l'avenir.

En Afrique, ils résident dans la persistance de groupes armés dans la région du Sahel. Ils représentent une menace terroriste insidieuse qui s'étend dans le bassin du lac-Tchad. Ils prennent la forme d'incursions funestes qui atteignent les côtes du golfe de Guinée, semant aveuglement mort et désolation. Ils empruntent les voies de la piraterie maritime et de la criminalité transfrontalière.

Quel que soit le vocable dont elles se revendiquent, les multiples facettes de ce péril génèrent un faisceau de maux identiques que sont l'atteinte aux efforts de développement, l'expansion des instabilités et, à terme, la destruction du cadre de nos populations.

Dans ce contexte, nos armées doivent être mises en situation d'assurer entièrement leurs missions de protection des populations, de défense de l'intégrité des territoires et de préservation de la stabilité.

Ici aussi, la solidarité doit rester le maître-mot. Mon pays continuera, comme par le passé, à participer au maintien de la paix dans le cadre des opérations sous l'égide des différentes organisations.

L'architecture africaine de paix et de sécurité doit évoluer vers la concrétisation des objectifs. Je voudrais à cet égard rappeler et saluer encore l'importante décision prise en juin 2015 à Johannesburg, relative à notre contribution à hauteur de 25% au coût des efforts de l'Union en matière de paix et de sécurité.

Dans le même ordre d'idées, je voudrais suggérer que nous réfléchissons à développer des mécanismes spécifiques d'aide à la résilience en période de conflit. Ils permettraient aux Etats aux prises avec des groupes armés et terroristes de préserver leur capacité à poursuivre une activité économique et limiter l'impact de l'effort de guerre sur la croissance et le développement.

Ici également, il en va de la protection en dernier ressort, des populations civiles ; car ce sont elles qui pâtissent le plus de ce que d'importantes ressources doivent ainsi être affectées dans l'urgence, à la riposte armée.

Dans la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et les mouvements armés, nous n'avons pas d'autre choix que celui de mutualiser les efforts et les contributions.

Nos mécanismes de réponse nationaux et régionaux pourront ainsi mieux donner la mesure de leur potentiel et être capables de bénéficier du soutien efficient de nos partenaires.

Mesdames et Messieurs,

Quinze mois après l'adoption des ODD, auxquels nous avons souscrit dans un esprit de responsabilité partagée et d'inclusion, je voudrais rappeler notre engagement à ne laisser personne de côté.

A cet égard, je dois de nouveau insister sur l'importance d'agir pour la paix. Elle seule est à même de permettre à nos populations de choisir librement leur résidence et de s'établir volontairement et légalement là où leur activité leur assure revenu et prospérité.

Trop souvent, de nos jours, les situations de conflits armés sapent les efforts de développement, éteignent toute perspective d'évolution, tuent l'espoir et jettent des hommes, des femmes et des enfants sur la voie de migrations subies, synonymes de calvaires individuels et collectifs et des drames dont nous sommes témoins.

L'importance accrue des crises migratoires auxquelles l'humanité est confrontée nous rappelle avec insistance qu'il est nécessaire d'intensifier le partenariat mondial pour un lendemain meilleur.

Dans la perspective 2030 des Nations unies et dans celle de l'Union africaine à l'horizon 2063, nous convenons tous que la paix et la sécurité sont autant des conditions que des corollaires du développement.

Je voudrais ici reprendre à notre compte à tous l'objectif de faire de la paix «notre guide et notre priorité absolue» ainsi que nous y invite très justement le Secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres à qui je réitère mes chaleureuses félicitations pour son élection à ce poste.

Nous avons la responsabilité de travailler à une articulation plus performante entre les instances – continentales et mondiales – et à une évolution des institutions internationales de permettre que chaque voix compte.

La voix de notre continent est portée par des valeurs séculaires fondées sur l'humain, la famille et la vie. La voix de notre continent insiste, comme le rappelle la déclaration des évêques d'Afrique et de Madagascar de juin 2015, sur la nécessité de servir les peuples tels qu'ils sont et tels qu'ils veulent être, enracinés dans une riche diversité de cultures.

C'est en restant fidèle à ses valeurs cardinales que le Togo, pour sa part, continuera d'œuvrer à apporter à la construction commune une contribution d'autant plus appréciable qu'elle sera authentique.

Vive l'amitié entre les peuples et la fraternité entre les nations.

Je vous remercie.